

La déclaration de partenariat a ouvert la voie à d'autres accords bilatéraux utiles. Deux programmes innovants de l'ACDI, le Fonds de Développement du Secteur Privé (PSFD) et le Programme de Renforcement Institutionnel Canadien (PRICAM), visant à aider le Maroc à développer la structure de son secteur privé et à renforcer sa gouvernance, ont été mis en place en juin 1996.<sup>67</sup> Six mois plus tard, Don Boudria, le ministre de la Coopération internationale, arriva à Rabat pour signer un Accord général de coopération. Dès la fin de 1997, il y eut des accords bilatéraux sur la sécurité sociale, les visas, le transfert de prisonniers, et l'aviation civile.

L'atmosphère était prometteuse. Sous l'impulsion, bien évidemment, du commerce qui avait rebondi de façon spectaculaire dans les années 1990. Les exportations canadiennes avaient atteint 200 millions de dollars en 1996 et sont restées élevées, car le prix du blé avait augmenté et les mauvaises récoltes ont forcé Rabat à importer de grandes quantités de blé dur. Les ventes de biens et services canadiens aussi, pour atteindre une valeur estimée à 25 millions de dollars en 1997. Au cours des années suivantes, les délégués commerciaux canadiens ont travaillé fort pour renforcer les exportations vers la région. Pendant la seule année 1998, Ottawa a envoyé des missions commerciales dans les domaines de l'environnement, de la santé, des télécommunications, de l'éducation, et du secteur minier. Deux ans plus tard, le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a conduit une délégation de 120 hommes d'affaires canadiens au Maroc, la plus importante mission commerciale canadienne jamais envoyée dans la région. Ils ont quitté Casablanca se félicitant de sept grandes ventes d'une valeur de près de 90 millions de dollars.<sup>67</sup> En 2001, les importations du Canada avaient atteint 253 millions de dollars, faisant du Maroc le cinquième marché canadien le plus important en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.